



Déclaration de la FSU au CTA du 29 avril

Ce CTA se tient quelques heures après les annonces du Premier ministre à l'Assemblée Nationale concernant le plan de déconfinement.

Concernant l'école, les décisions annoncées de réouverture différenciée selon les niveaux et la situation sanitaire des départements, sont un énième plan qui contredit les annonces faites par le ministre de l'éducation la semaine précédente, qui annonçait le retour de tous les élèves à compter du 25 mai. Ce plan est lui aussi en opposition avec les préconisations du conseil scientifique publiés le 26 avril qui demande une réouverture des établissements seulement en septembre. C'est sans compter également que désormais le retour à l'école se fera sur la base du volontariat

Les personnels ne sont pas rassurés, et ils ne le peuvent pas, par des annonces sans cesse différentes et contredites, par des décisions politiques qui ne suivent pas les avis scientifiques, et par un ministre qui confond souvent les plateaux de télévision avec les instances de dialogue social, semblant oublier qu'il ne peut rien faire sans les personnels.

Actant une décision de réouverture qui est avant tout politique, le conseil scientifique donne des préconisations sanitaires, insiste sur la nécessité de formation sanitaire, sur le fait que l'ensemble de la communauté doit être associé au processus de réouverture et sur l'indispensable progressivité et adaptation.

Si le gouvernement prend la responsabilité d'une ouverture, elle doit s'appuyer sur un cadre national où la santé et la sécurité des personnels et des élèves doit primer sur toute autre considération. La FSU revendique et attend un protocole national précis qui devra être soumis aux CHSCT, et aux autorités médicales pour avis, Sans ce protocole, protecteur pour les personnels, les élèves et leurs familles, la réouverture ne saurait avoir lieu.

Une fois ce protocole sanitaire validé, il doit servir de base et de boussole pour toutes les déclinaisons locales qui s'effectueront sur le temps long du fait des grandes disparités des espaces et des organisations scolaires dans les écoles et les établissements. La mise en œuvre doit être concertée entre personnels, représentants des parents et élus locaux dans les conseils d'école et d'établissement sur une semaine avant le retour des élèves.. Si les mesures sanitaires ne peuvent être mises en œuvre, si les masques ne sont pas fournis, ou si une double journée venait à être demandée aux enseignants pour assurer le présentiel et le distanciel, aucune ouverture ne pourrait avoir lieu avant septembre et la FSU prendra ses responsabilités.

En l'état actuel des choses, rien n'est prêt, et certainement pas une réouverture des écoles maternelles et élémentaires le 11 mai. Une semaine de délai est nécessaire pour les personnels des écoles et collèges pour préparer matériellement et sereinement une rentrée d'élèves forcément marqués par la situation actuelle., et qui ne vont pas se re-socialiser bien sagement en respectant les règles de confinement dès leur premier jour. Une part importante des familles n'envisage pas le

retour de leurs enfants à l'école, parce que la confiance n'est pas là, et ce n'est pas forcément les élèves qui en ont le plus besoin qui vont retrouver le chemin de l'école.

De même, nous demandons que soit réaffirmé à l'ensemble des personnels de l'académie que le confinement perdure jusqu'au 10 mai inclus, et que sauf nécessité impérieuse et non réalisable à distance, il n'est pas question de demander aux personnels de revenir dans leur établissement.